

CHÂTEAUBLEU
Société à responsabilité limitée
au capital de 693.000 euros
Siège social : 201, rue Châteauvert
26000 VALENCE
897 956 777 RCS ROMANS SUR ISERE

STATUTS

**(Mis à jour suite à des décisions de l'associé unique du
24 avril 2026)**

- **Mise à jour de l'article 17 des statuts dans ses dispositions relatives à la gérance,**

Copie certifiée conforme,

Le gérant
Monsieur Laurent ASTIC



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - FORME	3
ARTICLE 2 - OBJET	3
ARTICLE 3 - DÉNOMINATION	3
ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL	4
ARTICLE 5 - DURÉE	4
ARTICLE 6 - APPORTS	4
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL	5
ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL	5
ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES	5
ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES	6
ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES	6
ARTICLE 12 - RÉUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEUL MAIN - ASSOCIÉ UNIQUE	6
ARTICLE 13 - DÉCÈS, FAILLITE OU INTERDICTION D'UN ASSOCIÉ	6
ARTICLE 14 - LOCATION DE PARTS SOCIALES	6
ARTICLE 15 - DÉMEMBREMENT DE LA PROPRIÉTÉ DES PARTS SOCIALES	7
ARTICLE 16 - COMPTE COURANT D'ASSOCIÉS	7
ARTICLE 17 - GÉRANCE	7
ARTICLE 18 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES - EMPRUNTS - CONVENTIONS INTERDITES	8
ARTICLE 19 - DECISIONS DU OU DES ASSOCIÉS	8
ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES - QUORUM ET MAJORITE	9
ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES	9
ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS	9
ARTICLE 23 - AFFECTATION DU RÉSULTAT	10
ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL	10
ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION	11
ARTICLE 26 - PROCÈS-VERBAUX	11
ARTICLE 27 - CONTESTATIONS	12
ARTICLE 28 - OPTION POUR L'IMPÔT SUR LES SOCIETES	12
ARTICLE 29 - PERSONNALITÉ MORALE	12
ARTICLE 30 - FRAIS	12

CHÂTEAUBLEU
Société à responsabilité limitée
au capital de 693.000 euros
Siège social : 201, rue Châteauevert
26000 VALENCE
897 956 777 RCS ROMANS SUR ISERE

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une société à responsabilité limitée (ci-après, la « Société ») régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci sera dénommé « associé unique ». L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, les termes « collectivité des associés » et « associés » désignant indifféremment l'associé unique ou les associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays:

- Toutes activités de conseils aux entreprises,
- La prise de participation dans toutes les sociétés françaises ou étrangères, quels que soient leur objet social et leur activité, la gestion de titres et de valeurs mobilières, l'investissement pour son compte ou pour celui de tiers par tous procédés que ce soit, et notamment par voie d'acquisition, d'augmentation de tout patrimoine, quelle que soit sa composition, appartenant à toute personne physique ou morale.
- L'animation du groupe de sociétés dans lesquelles elle pourrait détenir des intérêts par la participation à la définition et à la conduite de leur politique ainsi que leur contrôle.
- La fourniture de toutes prestations de services spécifiques administratifs, juridiques, comptables, financiers, immobiliers ou autres.
- La propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux ou tous autres titres, détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscriptions de parts sociales, obligations et de tous titres ou droits sociaux en général, la propriété, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles, droits immobiliers détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des immeubles et droits immobiliers en question.
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination de la société est : CHATEAUBLEU

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots : « société à responsabilité limitée » ou « S.A.R.L. » et de l'énonciation du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 201, rue Chateauvert à VALENCE (26000)

Il peut être transféré partout ailleurs en France en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision extraordinaire des associés.

Toutefois, le siège peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification de cette décision par l'associé unique ou par la collectivité des associés dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L.223-30 du Code du commerce. Lors d'un transfert décidé par la gérance, celle-ci est autorisée à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DURÉE

La société est constituée pour une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est fait apport, par Monsieur Laurent ASTIC, de :

1/ La pleine propriété de cinquante mille trois cent cinquante (50.350) actions, entièrement libérées, de la société **ASTIC ENERGIE**, Société par actions simplifiée au capital de 53.000 euros dont le siège social est situé Les Chirons à BEAUMONT LES VALENCE (26760) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le numéro 831 098 215.

Lesdites actions d'une valeur nominale chacune de 1 euro sont évaluées à 437.000 euros.

En application de l'article 1434 du Code civil : Monsieur Laurent ASTIC, apporteur, déclare que 49.880 titres de la société ASTIC ENERGIE présentement apportés lui appartiennent en propre, et qu'il déclare apporter en emploi de ces biens propres, et qu'en conséquence, les titres reçus en échange demeurent des propres.

En application des dispositions de l'article 1832-2 du Code civil : Madame Laurence BRAVAIS épouse ASTIC, après avoir pris connaissance du projet d'apport de 470 titres fait par son conjoint et dépendant de la communauté légale existant entre eux, a déclaré, par acte séparé en date du 12 mars 2021 (Annexe 1 - Lettre du conjoint commun en biens) et conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil avoir été avertie dudit projet d'apport et ne pas revendiquer la qualité personnelle d'associée pour la moitié des parts souscrites, ladite qualité n'étant reconnue qu'à son conjoint.

2/ La pleine propriété de cent quatorze (114) actions, entièrement libérées de la société **ASTIC INJECTION INDUSTRIELLE SA**, Société anonyme au capital de 160.000 euros dont le siège social est situé 48, chemin de Chauffonde à CREST (26400) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans sous le numéro 382 737 468.

Lesdites actions d'une valeur nominale chacune de 32 euros sont évaluées à 87.000 euros.

En application de l'article 1434 du Code civil : Monsieur Laurent ASTIC, apporteur, déclare que 113 actions de la société ASTIC INJECTION INDUSTRIELLE SA présentement apportés lui appartiennent en propre, et qu'il déclare apporter en emploi de ces biens propres, et qu'en conséquence, les titres reçus en échange demeurent des propres.

En application des dispositions de l'article 1832-2 du Code civil : Madame Laurence BRAVAIS épouse ASTIC, après avoir pris connaissance du projet d'apport de 1 action fait par son conjoint et dépendant de la communauté légale existant entre eux, a déclaré, par acte séparé en date du 12 mars 2021 (Annexe 1 - Lettre du conjoint commun en biens) et conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil avoir été avertie dudit projet d'apport et ne pas revendiquer la qualité

personnelle d'associée pour la moitié des parts souscrites, ladite qualité n'étant reconnue qu'à son conjoint.

3/ La pleine propriété de mille six cent quatre-vingt-dix (1.690) parts sociales, numérotées 10.471 à 12.160, entièrement libérées, de la société L'Atelier Azur, Société à responsabilité limitée au capital de 1.220.000 euros dont le siège social est situé 3, rue Pierre Franquet à CLAMART (92140) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 831 209 507.

Lesdites parts sociales d'une valeur nominale chacune de 100 euros sont évaluées à 169.000 euros.

En application de l'article 1434 du Code civil : Monsieur Laurent ASTIC, apporteur, déclare que les titres de la société L'Atelier Azur présentement apportés lui appartiennent en propre, et qu'il déclare apporter en remploi de ces biens propres, et qu'en conséquence, les titres reçus en échange demeurent des propres.

Les apports en nature qui précèdent ont été consentis et acceptés moyennant l'attribution à l'apporteur de soixante-neuf mille trois cents (69.300) parts sociales de dix (10) euros de valeur nominale chacune.

(Annexe 2 - Contrat d'apport)

Il a été procédé à l'évaluation desdits apports en nature au vu d'un rapport établi le 23 mars 2021 par le Cabinet IN EXTENSO AUDIT, sis Zac Briffaut Est - 37, avenue Jean Monnet à VALENCE (26000), représentée par Monsieur Jean-François BOUSQUET, commissaire aux apports régulièrement désigné par l'associé unique suivant décisions en date du 12 mars 2021.

(Annexe 3 - Rapport du commissaire aux apports)

La société sera propriétaire des titres apportés à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ; elle en aura la jouissance à compter de ce jour par la perception de tous dividendes et autres produits qui pourraient être attribués auxdits titres.

A cet effet, l'apporteur subroge la société, sans autre garantie que celle de sa qualité d'associé, dans tous ses droits à l'encontre des sociétés ASTIC ENERGIE, ASTIC INJECTION INDUSTRIELLE SA et L'Atelier Azur.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de six cent quatre-vingt-treize mille (693.000) euros, divisé en soixante-neuf mille trois cents (69.300) parts sociales, d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, numérotées de 1 à 69.300 intégralement souscrites et libérées, et détenues intégralement par Monsieur Laurent ASTIC.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés, suivant le cas.

Une augmentation ou une réduction de capital pourra toujours être réalisée même si elle fait apparaître des rompus, les associés devant faire leur affaire personnelle de la cession ou de l'acquisition de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles en cas d'augmentation de capital et de toute cession ou acquisition de parts existantes pour permettre la réalisation de la réduction de capital.

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts sociales créées.

Sauf exceptions légales, l'associé unique ou les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent. Au-delà tout appel de fonds est interdit.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits sociaux des associés résulteront seulement des présents statuts, éventuellement ultérieurement modifiés, et des cessions régulièrement faites.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société. A défaut d'entente, un mandataire devra être désigné par justice à la demande de la partie la plus diligente.

Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers représentent valablement les nu-propriétaires à l'égard de la société. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions emportant modification statutaire. Cette répartition du droit de vote entre l'usufruitier et le nu-propriétaire ne fait pas obstacle au droit de ce dernier de participer aux décisions collectives et, par suite, d'être convoqué aux Assemblées Générales Ordinaires ou d'être destinataire de toutes consultations écrites.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé. Elles seront rendues opposables à la société dans les formes prévues par la loi ou par le dépôt, par lettre recommandée ou par remise en mains propres, d'un exemplaire original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et dépôt au registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre les associés. Elles ne pourront être cédées à des tiers étrangers à la société, y compris au conjoint, ascendants, ou descendants de l'un des associés, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales et dans les conditions fixées par l'article L.223-14 du Code de commerce.

En cas de pluralité d'associés, la transmission de parts sociales au profit de personnes successibles, à l'exclusion des conjoints et des héritiers en ligne directe du défunt, ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement de la majorité en nombre des autres associés représentant plus de la moitié des parts sociales possédées par ces derniers.

A l'effet d'obtenir ce consentement, les personnes visées ci-dessus et les représentants du défunt devront présenter leur demande d'agrément à la société, accompagnée de toutes indications et justifications utiles sur leurs états civils et leurs qualités.

ARTICLE 12 - RÉUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEUL MAIN - ASSOCIÉ UNIQUE

En application de l'article L 223-4 du Code de Commerce, en cas de réunion de toutes les parts en une seule main, les dispositions de l'article 1844-5 du code civil relative à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 13 - DÉCÈS, FAILLITE OU INTERDICTION D'UN ASSOCIÉ

La société n'est pas dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou le décès de l'associé unique ou d'un des associés ou la dissolution d'une société associée.

ARTICLE 14 - LOCATION DE PARTS SOCIALES

La location de parts est interdite.

ARTICLE 15 - DÉMEMBREMENT DE LA PROPRIÉTÉ DES PARTS SOCIALES

L'usufruitier et le nu-propiétaire de parts sociales, ou le locataire et le loueur de parts sociales assistent à toutes les assemblées d'associés.

Toutefois, seul l'usufruitier ou le locataire vote aux assemblées générales ordinaires et seul le nu-propiétaire ou le loueur vote aux assemblées générales extraordinaires ou spéciales.

ARTICLE 16 - COMPTE COURANT D'ASSOCIÉS

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont elle peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit en commun accord entre la gérance et l'associé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés.

En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du code de commerce.

ARTICLE 17 - GÉRANCE

1/ La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques appelées gérants prises parmi les associés ou en dehors d'eux, ci-après désignés collectivement « la gérance ». Les gérants sont nommés et révoqués par la décision ordinaire des associés. La décision de nomination fixe la durée du mandat des gérants qui peut être fixe ou indéterminée. Les gérants sont rééligibles.

L'associé unique peut être lui-même gérant ou confier la gérance à une ou plusieurs personnes physiques.

Le ou les gérants peuvent décider de mettre les statuts en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de cette décision par l'associé unique ou par la collectivité des associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du ou des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs résultant de la loi et des présents statuts.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, se faire assister par toute personne de leur choix et déléguer certains de leurs pouvoirs pour l'exercice de fonctions ou missions particulières.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération dont les modalités sont arrêtées par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire des associés.

Les gérants, associé ou non, nommés dans les statuts ou en dehors, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas obtenue, la révocation des gérants pourra être prise sur deuxième consultation d'associés à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

2/ Gérance successive

La gérante successive est nommée par les statuts.

Les fonctions de la gérante successive prennent effet au jour de l'incapacité physique ou mentale ou au jour du décès du gérant en exercice.

La gérante successive disposera des mêmes pouvoirs que le gérant en exercice décrits à l'article 17 1) ci-dessus.

La gérante successive est révoquée dans les mêmes conditions que le gérant auquel elle succède.

La gérante successive recevra la rémunération qui sera jugée appropriée par l'associé unique ou par décision collective des associés, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'elle encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs.

L'associé unique convient dès à présent qu'au jour du décès ou de l'incapacité physique ou mentale médicalement constatée de Monsieur Laurent ASTIC sera gérante :

- Madame Laurence, Claude, Josette BRAVAIS épouse ASTIC née le 03 mai 1969 à VALENCE (26), domiciliée [REDACTED] . »

ARTICLE 18 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES - EMPRUNTS - CONVENTIONS INTERDITES

La gérance, ou les commissaires aux comptes s'il en existe, présente(nt) à l'assemblée, ou joint/joignent aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un des gérants ou associés. Les associés statuent sur ce rapport à la majorité prévue pour les décisions collectives ordinaires.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société. Elles ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées ci-dessus, aux représentants légaux des personnes morales associées, ainsi qu'à toutes personnes interposées.

ARTICLE 19 - DECISIONS DU OU DES ASSOCIÉS

1. Lorsque la société ne compte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Sa volonté s'exprime par des décisions, lesquelles sont constatées par des procès-verbaux établis chronologiquement sur un registre, coté et paraphé dans les mêmes conditions que les procès-verbaux des décisions des associés, et signés par lui.

2. En cas de pluralité d'associés :

Les décisions collectives des associés sont prises soit en assemblée générale, soit par voie de consultation écrite ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, au choix de la gérance, à l'exception des décisions relatives aux comptes annuels et des décisions prises suite à une réunion convoquée par les associés ainsi qu'il est dit ci-après qui sont obligatoirement prises en assemblée.

Le droit de convoquer ou de provoquer des décisions collectives appartient à la gérance. Toutefois, la réunion d'une assemblée peut être demandée par 10% des associés détenant 10% des parts sociales.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts sociales. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Il peut également se faire représenter par un tiers non associé dûment muni d'un pouvoir.

En cas de réunion d'une assemblée générale, les associés sont convoqués par la gérance quinze jours au moins à l'avance par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour et accompagnée du texte des

résolutions proposées, du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés, ainsi que, le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Les réunions ont lieu au siège social ou dans un autre lieu, en France ou à l'étranger indiqué dans les lettres de convocation.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent d'un délai de quinze jours au moins à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote en répondant pour chaque résolution par les mots « oui » ou « non ». La réponse est adressée à la société, par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera réputé s'être abstenu.

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES - QUORUM ET MAJORITE

Dans les assemblées ou lors des consultations écrites, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

Pour les modifications des statuts, hormis le changement de nationalité, décidées en assemblée, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Pour les modifications des statuts, hormis le changement de nationalité, décidées dans le cadre d'une consultation écrite, la décision est prise par les associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois elle peut être décidée par des associés représentant la majorité simple des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent sept cent cinquante mille euros (750.000 €).

Par exception à ce qui précède, la transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions ou en société par actions simplifiée, ou l'augmentation de l'engagement d'un ou des associés exige l'accord unanime des associés.

Si la société vient à comprendre plus de cent associés, elle est dissoute au terme d'un délai d'un an à moins que, pendant ce délai, le nombre des associés soit devenu égal ou inférieur à cent ou que la société ait fait l'objet d'une transformation.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société sera pourvue le cas échéant, dans les conditions légales, à l'initiative de la gérance et par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confère la Loi.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société et le 31 décembre 2022.

Les opérations de la société sont constatées par des livres tenus suivant les usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe, conformément à la loi.

1. Si la société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique pris en la personne de son représentant approuve les comptes et l'affectation du résultat dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice.

S'il n'est pas gérant, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport de gestion de la gérance et le rapport du commissaire aux comptes lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social.

2. En cas de pluralité d'associés, ceux-ci sont réunis en assemblée générale, dans les six mois de la clôture de l'exercice, à l'effet de statuer sur l'approbation des comptes et l'affectation du résultat.

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport de gestion de la gérance, le rapport du commissaire aux comptes, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

ARTICLE 23 - AFFECTATION DU RÉSULTAT

Sur le bénéfice de chaque exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fond de réserve, dit « *réserve légale* ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

En outre, l'assemblée générale ou l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Après approbation des comptes annuels et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale ou l'associé unique détermine la part attribuée aux parts sociales sous forme de dividendes.

Le gérant peut, en outre, distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

Les dividendes ou acomptes sur dividendes attribués aux parts sociales sont payés au siège de la société aux époques fixées, selon le cas, par décision ordinaire des associés ou la gérance.

ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter l'associé unique ou les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant

au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par l'associé unique ou les associés est publiée conformément à la loi. A défaut par la gérance ou les commissaires aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut introduire devant le tribunal de commerce une action en dissolution de la société.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1) Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, personne morale, la dissolution décidée par celui-ci, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

2) En cas de pluralité d'associés, à l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation sera faite par un ou des liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés par les associés représentant la majorité des parts sociales, ou à défaut par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Pendant le cours de la liquidation les associés disposent des mêmes pouvoirs que préalablement pour tout ce qui concerne cette liquidation.

Le ou les liquidateurs sont seuls habilités à représenter la société. Ils agissent en son nom et l'engagent pour tous les actes de la liquidation. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif social. Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé tout d'abord à rembourser le capital social. Le surplus est réparti entre toutes les parts à titre de boni de liquidation. Sauf décision de justice, les associés ne peuvent être tenus au-delà de leurs apports pour acquitter le passif.

ARTICLE 26 - PROCÈS-VERBAUX

– Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le ou les gérants et par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

– Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social et cotés et paraphés, soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune ou un Adjoint au Maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

– Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

– Consultations écrites

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 28 - OPTION POUR L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

L'associé unique déclare opter pour l'assujettissement de la présente société à l'impôt sur les sociétés.

ARTICLE 29 - PERSONNALITÉ MORALE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présents statuts.

La gérance est expressément habilitée à passer et souscrire dès ce jour, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et, au plus tard, par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 30 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des « Frais d'établissement » et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.